

Paix et sécurité mondiales

[Traduction]

Le président suppléant (M. Guilbault): Y a-t-il des questions ou des observations? Le débat se poursuit.

M. Lee Clark (Brandon-Souris): Monsieur le Président, c'est un honneur pour moi que de participer à ce débat qui porte sur l'une des questions peut-être les plus importantes soulevées à la Chambre depuis quelque temps, surtout si la Chambre, faisant preuve de sérieux, conçoit un projet digne de la confiance et de l'appui de tous les Canadiens.

Il est certain que nombre de Canadiens craignent un conflit généralisé. Étant historien, je crois que les préoccupations d'aujourd'hui n'ont eu leur égal que pendant les années de crise. Il existait à ce moment-là un vaste mouvement pacifiste semblable mais non identique à celui que nous connaissons maintenant. Ce mouvement a eu une grande influence sur l'évolution de l'histoire, surtout en Grande-Bretagne. Cette question m'intéresse de très près. D'ailleurs, il y a bien des années, j'ai fait du mouvement pacifiste en Grande-Bretagne l'objet de ma thèse de maîtrise.

Ce mouvement a eu pour résultat de diviser considérablement la population britannique. À mon avis, le mouvement pacifiste britannique a, à toutes fins pratiques, paralysé le gouvernement de Grande-Bretagne. Et je soutiens que ce résultat n'a pas été positif pour l'évolution future de la Grande-Bretagne et du monde occidental.

Il faut qu'au Parlement nous nous penchions systématiquement sur ce sujet de préoccupation qui existe déjà au Canada et tentions d'y apporter une solution de façon à satisfaire tout le monde. La recherche de la paix n'a jamais été une question partisane à la Chambre. Cela est rassurant pour chacun de nous. Il est extrêmement important que la concorde qui a régné jusqu'ici se maintienne. Et le meilleur moyen de la maintenir, c'est de donner toute possibilité à l'opinion publique de se faire entendre sur cette question qui est pour elle d'un intérêt vital.

Comme je le disais à la Chambre il y a quelques mois, j'ai reçu une communication d'élèves de la collectivité de Souris, dans ma circonscription. Je viens de lire dans le *Globe and Mail* que des élèves montréalais ont fait à peu près la même chose, c'est-à-dire qu'ils ont écrit à plusieurs dirigeants mondiaux pour leur demander de leur assurer qu'il n'y aura pas de cataclysme qui les empêche d'atteindre la maturité et la vieillesse. Soit dit en passant, je signale que l'article du *Globe and Mail* précisait que certains de ces dirigeants mais non pas tous ont répondu à ces étudiants montréalais. Je regrette de dire que les élèves de Souris dont j'ai donné l'exemple sont de ceux qui n'ont rien reçu.

● (1230)

Il est vraiment dommage que ces dirigeants mondiaux et nationaux, dont certains sont ici à la Chambre, n'aient pas répondu à la lettre qui leur avait été envoyée. C'est décevant pour les élèves. Ce que cherchent aujourd'hui les élèves, les jeunes et tous ceux qui s'inquiètent pour la paix, c'est l'assurance que nous qui, dans une certaine mesure, sommes responsables des décisions, ne serons pas sourds à leur appel. En

outre, ils nous demandent une preuve de sincérité. Peut-être ne faudrait-il pas l'avouer, mais souvent en politique, les chefs aiment à crâner pour rassurer les gens. C'est une chose qu'ils ne devraient jamais faire. Mais si c'est ce qui se fait dans le cas présent, ce sera absolument néfaste.

Je voudrais que, non seulement, nous calmons les inquiétudes des Canadiens qui redoutent la menace de guerre, mais également que nous le faisons de façon à les convaincre de notre sincérité et à leur permettre d'avoir directement leur mot à dire. Si nous échouons, ils se considéreront comme des victimes. Voilà pourquoi cet institut a énormément d'importance. Tous les députés seront d'accord avec son objectif général. Nous approuvons l'établissement de cet institut. Nous voulons seulement le rendre parfait. Nous croyons savoir comment y parvenir afin que les citoyens canadiens puissent être convaincus que cet institut leur appartient bien en effet.

Nous n'avons nul besoin d'un autre organisme gouvernemental. Il y en a déjà suffisamment, et c'est ce qui a contribué à dégoûter les Canadiens de la politique. Ils n'y croient plus. Ils considèrent la politique comme une activité réservée au Parlement qui n'a pas vraiment de conséquences directes sur leur vie. Le meilleur moyen d'y remédier c'est de leur faire comprendre que cet institut se penchera sur les questions qui les préoccupent.

Les Canadiens ont exprimé leurs inquiétudes et signalé les problèmes qu'ils voulaient voir résoudre. J'estime qu'ils veulent participer à la résolution de ce problème. Je crois qu'ainsi nous pourrions mieux faire comprendre le processus politique aux citoyens. Les Canadiens devraient avoir leur mot à dire au sujet de l'administration de l'institut. Ils devraient en être membres. Si nous invitons les Canadiens à participer, nous assurerons à l'institut l'appui de la population. Nous aurons également l'assurance que tous les députés appuieront ce principe essentiel.

Si nous ne le faisons pas, tout cela risque fort de n'être qu'une façade. Nous risquons fort de décevoir ceux qui éprouvent de sérieuses inquiétudes. Nous devons nous pencher sur le caractère de cet institut. Ainsi, les citoyens considéreront qu'il leur appartient comme ils l'ont déjà fait pour d'autres organismes.

En tant qu'habitant de l'Ouest, je pense au mouvement coopératif qui est né dans cette partie du pays. Bien qu'il ait connu des temps difficiles ces dernières années, pendant un bon bout de temps il a réellement représenté l'insatisfaction de l'Ouest. Nous avons l'occasion ici, maintenant, de refaire la même chose. Je propose que nous invitions des Canadiens, par l'intermédiaire des organismes qui les regroupent, à présenter des candidats au conseil d'administration. Si nous permettons cela aux Canadiens, nous les ferons participer, en un sens, à la réalité de cet institut. Nous prouverons ainsi aux Canadiens que nous avons confiance en eux. Nous les inviterons à participer à un véritable institut national qui pourrait, sans diviser, répondre aux inquiétudes réelles des Canadiens.